

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
DE L'HORTICULTURE ET DES PÉPINIÈRES
(Orne)
(1^{er} octobre 2009)**

AVENANT N° 1 DU 29 JUIN 2011
À L'ACCORD DU 1^{ER} OCTOBRE 2009 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : AGRS1297014M

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de l'Orne,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

L'union départementale FO de l'Orne ;

La FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans l'accord collectif du 1^{er} octobre 2009, l'article 4 intitulé « Salariés bénéficiaires » est annulé et remplacé par :

« Article 4

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié ayant 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent accord.

En sont exclus :

- les cadres ressortissant à la convention collective nationale du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil qui suit l'acquisition des 6 mois d'ancienneté.

Cas particuliers :

1. Dans le cas d'un salarié employé par plusieurs employeurs relevant du champ d'application du présent accord, le salarié et un seul de ses employeurs cotisent auprès de l'organisme désigné. Il s'agit du premier employeur auprès duquel le salarié acquiert la condition d'ancienneté requise pour bénéficier du régime, sauf accord écrit entre les employeurs et le salarié concernés.

2. Un salarié embauché dans les 3 mois au plus tard qui suivent sa sortie d'une entreprise visée par le présent accord, et qui ouvrirait droit aux garanties santé dans le cadre de son ancien emploi, est couvert dès son entrée dans la nouvelle entreprise. »

Article 2

Dans l'accord collectif du 1^{er} octobre 2009, l'article 5 intitulé « Demande de dispense d'affiliation » est annulé et remplacé par :

« Article 5

Demande de dispense d'affiliation

Par dérogation à l'article précédent, et sous réserve d'en apporter la preuve, des dispenses d'affiliation à la garantie frais de santé sont possibles à la demande des salariés se trouvant dans l'une des situations suivantes :

- les salariés bénéficiaires de la CMUC. Cette dispense est valable pendant toute la durée de leur prise en charge au titre de la CMUC. Dès lors que les salariés perdent le bénéfice de la CMUC, ils doivent être affiliés à la garantie frais de santé s'ils justifient de la condition d'ancienneté de 6 mois ;
- les salariés à employeurs multiples déjà couverts à titre obligatoire dans le cadre d'un autre emploi ;
- les salariés en contrat à durée déterminée ou saisonniers d'une durée supérieure à 12 mois et qui bénéficient d'une complémentaire santé par ailleurs ;
- les salariés en contrat à durée déterminée ou saisonniers, dont la durée de contrat est inférieure à 12 mois ;
- les salariés à temps très partiel et n'ayant qu'un seul employeur et les apprentis, dès lors que la cotisation à leur charge est supérieure à 10 % de leur rémunération brute ; cependant, des modalités particulières peuvent être prévues à leur égard. Ainsi, dans les systèmes co-financés par l'employeur et le salarié, le caractère collectif n'est pas remis en cause lorsque, par dérogation à la notion de contribution uniforme pour tous les salariés, l'employeur prend en charge, pour les salariés à temps très partiel, l'intégralité de la cotisation due dès lors que la situation inverse conduirait le salarié à acquitter une cotisation, qu'elle soit forfaitaire ou proportionnelle, au moins égale à 10 % de sa rémunération ;
- les salariés dont le conjoint travaille dans la même entreprise, l'un des membres du couple pouvant alors être affilié en propre, l'autre en tant qu'ayant droit.

La mise en œuvre d'un de ces cas de dispense ne peut avoir lieu que sur demande expresse de la part du salarié concerné, qui devra produire chaque année les justificatifs permettant de vérifier les conditions de la dispense.

La demande de dispense doit être faite par écrit à l'employeur au plus tard avant la fin des 6 mois d'ancienneté.

Si le salarié ne remplit plus les conditions d'adhésion facultative il doit en informer l'employeur.

La dispense prend fin en cas de modification de la situation du salarié ne lui permettant plus d'en justifier les conditions, en cas de non-renouvellement annuel des justificatifs ou à sa demande ; il doit alors obligatoirement cotiser à l'assurance complémentaire santé à compter du mois civil suivant.

Dans les cas d'exclusion ou de dispense précités, les cotisations correspondantes ne sont dues ni par le salarié ni par l'employeur. »

Article 3

Date d'effet et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet au 1^{er} octobre 2011.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord départemental des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières du département de l'Orne du 1^{er} octobre 2009.

Fait à Alençon, le 29 juin 2011.

(Suivent les signatures.)